



Commune de
Saint-Bonnet-de-Rochefort (03)

Révision de la Carte Communale

3b

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

ENQUETE PUBLIQUE



St-Bonnet
de Rochefort

Référence : 51511

Carte Communale :

Approbation le : ...

Co-approbation le : ...

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE				GESTIONNAIRES												
AC1 - Servitudes relatives aux monuments historiques (immeubles classés et inscrits, abords des monuments historiques)				Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Allier 2 rue Michel de l'Hospital 03000 MOULINS												
<table><tr><th>Unité de patrimoine</th><th>Date de protection</th><th>Étendue de la protection</th><th>Détail de la protection</th></tr><tr><td>Chateau de Rochefort</td><td>20/05/15</td><td>Inscrit</td><td>En totalité</td></tr><tr><td>Viaduc de Rouzat</td><td>08/12/1965</td><td>Inscrit</td><td>Façades et toitures</td></tr></table>	Unité de patrimoine	Date de protection	Étendue de la protection		Détail de la protection	Chateau de Rochefort	20/05/15	Inscrit	En totalité	Viaduc de Rouzat	08/12/1965	Inscrit	Façades et toitures			
Unité de patrimoine	Date de protection	Étendue de la protection	Détail de la protection													
Chateau de Rochefort	20/05/15	Inscrit	En totalité													
Viaduc de Rouzat	08/12/1965	Inscrit	Façades et toitures													
<p>Les demandes d'autorisation de travaux en abords de monuments historiques sont soumises à l'avis de l'architecte des bâtiments de France. (ABF) Dans les périmètres délimités des abords (PDA) de monuments historiques, le critère de covisibilité ne s'applique pas. Tous les travaux sur un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des périmètres délimités des abords, sont soumis à l'accord de l'ABF</p> <p>En l'absence de PDA, dans le périmètre de 500 mètres autour d'un monument historique, les travaux sur un immeuble, bâti ou non bâti, sont soumis à l'accord de l'ABF lorsque cet immeuble est situé dans le champ de covisibilité du monument historique.</p> <p>Code du Patrimoine, articles L.621-1 à L.621-29 et L.621-30 à L.621-32.</p>																
AS1 - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection autour des captages d'eaux destinées à l'alimentation en eau potable et des sources minérales naturelles																
<p><u>Site de captage d'eaux superficielles au hameau de La Vernue, sur la commune de Mazerier (03800), générant deux périmètres de protection : un immédiat et un rapproché</u></p> <p>En application des articles L. 1321-2 et R. 1321-13 du code de la santé publique, l'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement des périmètres de protection en vue d'assurer la protection de la qualité de cette eau, qu'il s'agisse de captages d'eaux souterraines ou d'eaux superficielles (cours d'eau, lacs, retenues...), nouveaux ou déjà existants. Ces périmètres peuvent également concerner des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.</p> <p>Code de la santé publique : articles L.1321-2 et R.1321-13.</p>																
T1 - Servitudes de protection du domaine public ferroviaire				SNCF RESEAU Direction territoriale Auvergne Rhône-Alpes 78 rue de la Villette 69425 LYON Cedex 03 SNCF IMMOBILIER Direction immobilière territoriale Sud Est Campus INCITY 116, cours Lafayette 69003 LYON												
<p><u>Voie de chemin de fer SNCF N°707000-1 "Ligne de Commentry à Gannat"</u></p> <p>Il est nécessaire de consulter systématiquement SNCF pour les autorisations d'urbanisme (permis, etc...) afin de garantir le respect des règles de constructibilité vis-à-vis de la limite légale définie. Il convient alors d'adresser le dossier en rapport avec les travaux à réaliser en bordure des emprises ferroviaires au gestionnaire.</p> <p>Code de l'urbanisme : articles R.151-51 et R.161-8 Code des transports articles : L.2231-1 à L.2231-9 Code de la voirie routière article : L.114-6</p>																
PT1 – Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les perturbations électromagnétiques																
<p>Code des postes et des communications électroniques articles : L.54 à L.62 et L.64, R.21 à R.29 Code de la défense : article L.5113-1</p>																
PT2 – Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles physiques																
<p>Code des postes et des communications électroniques articles : L.54 à L.62 et L.64, R.21 à R.29 Code de la défense : article L.5113-1</p>																

<p>PM1 – Plans de préventions des risques naturels prévisibles (PPRNP) et plans de prévention de risques miniers (PPRM) et documents valant PPRNP</p> <p><u>PPRi Rivière Sioule de la commune de Jenzat</u></p> <p>Les PPRNP sont destinés à la prévention des risques naturels tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.</p> <p>Les PPRM sont quant à eux destinés à la prévention des risques miniers suivants : affaissements, effondrements, fontis, inondations, émanations de gaz dangereux, pollutions des sols ou des eaux, émissions de rayonnements ionisants.</p> <p>Ces plans délimitent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les zones exposées aux risques dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménagements et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions - Les zones non directement exposées aux risques dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménagements et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions car susceptibles d'aggraver les risques ou d'en provoquer de nouveaux. <p>Dans ces zones, les plans définissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers - Les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs. 	
<p>INT1 – Servitude instituée au voisinage des cimetières</p> <p><u>Cimetière de Saint-Bonnet-de-Rochefort</u></p> <p>Les servitudes instituées au voisinage des cimetières s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour des cimetières transférés hors des parties agglomérées des communes rurales ou urbaines et des cimetières existants non transférés respectant les distances requises par rapport aux habitations et aux puits.</p> <p>Dans ce rayon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits - Les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés, ni augmentés sans autorisation, - Les puits peuvent après visite contradictoire d'experts, être comblés par arrêté du préfet à la demande du maire. <p>Cette servitude n'a pas pour effet de rendre les terrains compris dans ce rayon inconstructible, mais seulement d'imposer l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par le maire.</p> <p><i>Code général des collectivités territoriales article : L.2223-5</i></p>	Commune